



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

ARRÊTÉ N°183-DDPP-19
portant surveillance des eaux souterraines
et actualisation de la nomenclature

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement, en particulier les articles L.181-14, R.181-45, L.512-1, R.512-1, L.515-28 à L.515-31 et R.515-58 à R.515-84 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 19-25 du 3 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 139/DDPP/19 du 8 avril 2019 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1987 autorisant l'exploitation d'une installation de transit et regroupement d'huiles usagées sur la commune de Saint-Nizier sous Charlieu ;

VU l'arrêté préfectoral n° 425-DDPP-14 du 8 octobre 2014 portant modification de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1987 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 15 février 2019 ;

VU les résultats d'analyse des eaux prélevées dans les 3 piézomètres implantées autour du site ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 avril 2019 ;

CONSIDÉRANT que les analyses des eaux prélevées dans les 3 piézomètres montrent des concentrations élevées en métaux lourds avec une dégradation marquée entre le piézomètre amont et les piézomètres aval ;

CONSIDÉRANT que la surveillance des eaux souterraines initiée par l'exploitant du site doit être poursuivie ;

CONSIDÉRANT que les modalités de cette surveillance doivent être fixées, tant pour ce qui concerne la fréquence des analyses que des conditions d'échantillonnage, de manière à pouvoir interpréter les résultats ;

CONSIDÉRANT que le site relève de la directive sur les émissions industrielles (IED) au titre de la rubrique 3550 et qu'il convient d'actualiser le tableau des installations classées exercées par la société ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire,

ARRÊTE

Article 1: Tableau de classement

Le tableau des installations classées de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1987 est remplacé par le tableau suivant :

Désignation	Rubrique concernée	Volume	Régime
<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	2718-1	<p>Stockage vrac :</p> <p>5 cuves aériennes d'huiles usagées noires réparties en :</p> <p>4 cuves de 37 m³ et 1 cuve de 30 m³ = 178 m³</p> <p>soit environ 161 t</p>	A
Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	3550		A

A: Autorisation E : Enregistrement D: Déclaration DC: Déclaration avec contrôle périodique NC: Non classé

Article 2 – Surveillance des eaux souterraines

Article 2.1 Réseau de puits

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir du réseau de 3 piézomètres implantés autour du site selon la cartographie en annexe du présent arrêté et identifiés comme suit :

- piézomètre amont AVG
- piézomètres aval AVD et ARD

Article 2.2 Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations de la norme NF X31-615.

Préalablement à chaque prélèvement, une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chaque ouvrage. Ce relevé est consigné dans une registre établi à cet effet en vue de suivre le comportement hydraulique de la nappe souterraine au droit du site.

Article 2.3 Nature et fréquence d'analyse

Les analyses des eaux souterraines sont réalisées au moins 2 fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux, selon les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (7007), Chrome (1389), Nickel (1386), Cuivre (1392), Zinc (1383), Arsenic (1369), Cadmium (1388), Plomb (1382), Mercure (1387).

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations prévues à cet effet (GIDAF).

Un rapport de synthèse annuel relatif aux résultats des mesures et analyses réalisées en année N accompagnés de leur interprétation est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

1° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposé aux archives de la mairie de Saint-Nizier sous Charlieu, mise à la disposition de toute personne intéressée et sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Saint-Nizier sous Charlieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et le maire de St-Nizier sous Charlieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de St-Nizier sous Charlieu et à la société CHIMIREC Centre-Est.

Fait à Saint-Etienne, le 13 mai 2019

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- société CHIMIREC Centre-Est

ZAC les Toupes

39570 Montmorot

- Sous-préfecture de Roanne

- Mairie de Saint-Nizier sous Charlieu

- DREAL UID Loire/Haute Loire

- Archives

- Chrono